

Bienvenue dans la newsletter dédiée à nos dernières activités dans la région du Sahel. Parcourez cette édition pour rester informé sur nos projets soutenant le développement d'un secteur de la sécurité plus responsable et efficace.

BURKINA FASO



Formation des OSC partenaires à la gestion administrative et financières

Dans le cadre de son projet « Espace civique », DCAF collabore avec plusieurs organisations de la société civile (OSC). Afin de développer une base commune concernant le suivi des projets, DCAF a dispensé un atelier de formation aux huit responsables administratif et financier des OSC partenaires le 19 juin. Les participants, dont trois étaient des femmes, se sont réunis dans les locaux de DCAF à Ouagadougou afin de découvrir et échanger sur les modèles de rapport financier et narratif proposés par DCAF. Finalement, les politiques de gestion des ateliers ont été présentées afin que toutes les parties prenantes soient alignées sur les normes à suivre. Le responsable financier de DCAF, basé à Genève, a délivré la formation par vidéo conférence pour assurer la cohérence dans la gestion comptable et administrative du programme. Le projet « Espace civique » qui dure jusqu'à fin 2025 vise à renforcer les capacités et la résilience des OSC afin de favoriser la cohésion sociale et le vivre ensemble au Burkina Faso.



Réunions de cadrage avec les partenaires nationaux

Au cours du mois de juin, DCAF a organisé deux réunions de coordination avec ses partenaires nationaux afin de s'accorder sur les attentes, les objectifs et la préparation des activités qui auront lieu durant le mois de juillet. La première réunion qui a eu lieu le 10 juin a rassemblé les responsables de la Direction générale de la police nationale, de l'Académie de police et de l'École nationale de police afin de coordonner le projet basé sur le kit intégrité. Ce kit d'outils vise à aider les services de police à concevoir des mesures efficaces pour endiguer la corruption, accroître leur capacité à lutter contre la criminalité, améliorer la sécurité publique et renforcer l'état de droit et la confiance du public dans la police. Il se focalise en partie sur les valeurs, règles et comportements attendus dans l'exercice des fonctions de police, mais également sur les questions d'éthique et de redevabilité. Il s'agit d'un des axes de travail phares de DCAF, qui a déjà été mis en œuvre dans plusieurs pays, et qui fera, avec l'appui des partenaires burkinabè, l'objet d'une adaptation au contexte et aux réalités du Burkina Faso. La deuxième réunion, qui s'est tenue le 21 juin, a réuni des contrôleurs de l'Autorité supérieure de contrôle de l'État et de la lutte contre la corruption (ASCE-LC), des représentants de l'Inspection générale des forces armées (IGFAN) et de l'Inspection générale des services du Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité (IGS-MATDS) ainsi que l'équipe de DCAF. Des exercices de cartographie des risques dans le domaine de la sécurité et de la défense et la mise en œuvre de la mallette de l'inspecteur sont prévus durant le mois de juillet avec ces partenaires.

MALI



Troisième réunion du CCS régional de San

Avec l'appui de DCAF, le comité consultatif de sécurité (CCS) de la région de San a tenu sa troisième réunion le 25 juin 2024. Sous la présidence du représentant du Gouverneur, un total de 70 personnes dont 10 femmes ont pris part aux échanges. Le groupe de participants était composé de représentants des chefs de service régionaux, d'autorités religieuses et coutumières, de forces de défense et de sécurité (FDS) et de membres d'organisations de la société civile de la région. Au cours de la réunion, les FDS ont fait le point sur la situation sécuritaire et annoncé les mesures prises telles que la multiplication des patrouilles mixtes par la Gendarmerie qui ont permis de diminuer les braquages sur les axes routiers San- Ségou et San- Sévaré. Ensuite, le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la deuxième réunion a montré que le taux de réalisation est faible avec deux recommandations finalisées, deux en cours et huit non réalisées. Ce taux faible est dû au délai d'évaluation de trois mois et la non-désignation des responsables pour la mise en œuvre de certaines recommandations. La réunion s'est clôturée par la formulation d'une nouvelle liste de recommandations qui est composée en partie de celles non-réalisées, tout en y ajoutant de nouvelles telles que la création d'un poste de police dans le quartier de Farakolo ainsi que la tenue d'une assemblée générale sur la question des assassinats répétés dans ce même quartier.



Formation des relais communautaires de la CNDH sur le genre et les VBG

Du 6 au 8 juin, la Commission nationale des droits humains (CNDH) a organisé, en partenariat avec DCAF, une formation sur le genre et les violences basées sur le genre (VBG) au profit des relais communautaires de la région Koulikoro. En mai, lors d'une première session de formation des relais sur les droits humains et la conduite d'enquête, les participants avaient exprimé un besoin d'être formés spécifiquement aux cas de violences basées sur le genre et les enquêtes qui en découlent afin d'être apte à répondre à ce phénomène particulièrement prévalent dans la région. C'est donc en réponse à ce besoin que la CNDH a organisé la formation durant laquelle 25 participants dont 11 femmes ont été outillés sur les VBG, les techniques d'accueils et orientation des survivantes des VBG, les droits des femmes et des filles, les modes de saisine des juridictions compétentes en matière de protection des droits des femmes et des filles, les textes favorables à la promotion des femmes et les acteurs chargés de la protection des droits des femmes et des filles. Comme en atteste le témoignage d'une participante « Je suis maintenant en mesure d'identifier les types de VBG, leurs causes et conséquences. Je connais aussi les étapes de la prise en charge d'une survivante », les relais peuvent maintenant informer leur communauté sur leurs droits et les procédures liées aux VBG afin de lutter contre le phénomène de renforcer la sécurité de chacun et chacune.



Formation du personnel féminin de la Protection civile sur le leadership et l'intégration du genre dans la gestion des risques et des catastrophes

En partenariat avec DCAF, la Direction générale de protection civile (DGPC) a organisé, un atelier de formation sur le leadership, le genre et la gestion des risques de catastrophe pour les femmes officiers et sous-officier du district de Bamako. Cette formation a permis de promouvoir une réponse plus efficace, inclusive et proactive aux défis résultant du changement climatique, en prenant en compte les dimensions de genre qui rendent les femmes et les filles plus vulnérables. La formation a également été l'occasion de renforcer les capacités des 50 sapeurs-pompiers à faire face aux défis spécifiques qu'elles seront probablement amenées à surmonter au cours de leur carrière et notamment dans leurs fonctions de cadre. Pour se faire, les participantes ont échangé durant les cinq jours sur de nombreux sujets tels que la définition des concepts genres, l'égalité des genres et l'équité, les approches psychologiques du leadership, la prise de parole en public et le rôle des femmes et l'intégration du genre dans la gestion des risques et des catastrophes. Pour conclure l'atelier, les participantes ont formulé des recommandations telles que la mise en place d'un programme de mentorat pour les femmes sapeurs-pompiers et le développement d'un plan d'action genre au sein de la Protection civile. Répondant à cette demande, la DGPC a exprimé son intérêt pour la conduite d'une évaluation des barrières au recrutement et à la promotion des femmes qui servira de base pour le développement du plan d'action genre pour l'institution.

NIGER



Mission de coordination et de planification de l'équipe Niger

Afin de planifier la suite de ses activités suite à l'approbation de la nouvelle phase du projet financé par le Royaume-Uni et la reprise du projet néerlandais, les membres de l'équipe Niger travaillant depuis Genève ont rejoint leurs collègues à Niamey du 10 au 21 juin. L'équipe Niger au complet s'est concentrée sur la planification du projet, la rencontre et la coordination avec les partenaires nationaux et le développement de nouveaux partenariats. La mission a permis la planification détaillée des activités et des calendriers, la budgétisation et l'identification des partenaires et des consultants pertinents. Des discussions bilatérales avec les partenaires nationaux ont également été organisées afin de déterminer les besoins locaux, de fixer des priorités et de consolider la coopération future. En outre, un événement de lancement a été organisé pour marquer la reprise

du programme avec la participation des partenaires nationaux et des principales parties prenantes, notamment l'ambassadeur du Royaume-Uni, le conseiller du Royaume des Pays-Bas et le Haut-commissaire aux droits de l'homme au Niger. Finalement, des rencontres avec des parties prenantes internationales ont été organisées afin de renforcer les relations et d'explorer les possibilités de collaboration.

Découvrez notre rapport annuel 2023

En 2023, DCAF a participé à améliorer la sécurité des personnes et des Etats partout dans le monde. [Cliquez ici pour découvrir comment en lisant notre rapport annuel.](#)



Suivez-nous sur les réseaux sociaux:



DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

Cet email a été envoyé à [{{contact.EMAIL}}](#)
Vous le recevez car vous êtes inscrit à notre newsletter

[Unsubscribe](#)